



Grèce : un « toujours plus d'austérité » suicidaire

L'Association européenne pour la défense des droits de l'Homme (AEDH) et la Ligue hellénique des droits de l'Homme (HLHR) considèrent que les plans d'austérités imposés à la Grèce conduisent à une situation sociale dramatique et suicidaire.

Plus de réformes, plus d'économie, plus de rigueur. Surtout plus de rigueur. Ainsi peut-on résumer le message envoyé à la Grèce par l'Union européenne, la Banque centrale et le FMI. Pour se voir octroyer une aide de 130 milliards d'euros, le gouvernement grec est sommé, brutalement, de mettre de l'ordre chez lui, à trois niveaux. D'abord, en faisant en sorte que le parlement grec approuve sans discussion un nouveau plan de rigueur ; ensuite, en dégagant les voies et moyens d'une économie supplémentaire de 325 millions d'euros, soit un sérieux tour de vis supplémentaire pour l'économie grecque, déjà lourdement pressurée; enfin, en obtenant des partis au pouvoir l'engagement formel de mettre en œuvre les réformes prévues, quels que soient les résultats des élections législatives à venir.

Cette course folle vers un « toujours plus » d'austérité ne peut qu'exacerber une dynamique de récession économique et sociale, dans un contexte déjà fortement dégradé au plan des conditions de vie des grecs. Aucun hasard, donc à ce que cette politique chemine de concert avec une obligation « d'abstinence critique » et s'accompagne du vœu de remplacer « le gouvernement des hommes par l'administration des choses ».

Avec ces nouvelles conditionnalités, c'est l'avenir d'un peuple et d'une nation qu'on condamne au sous développement. Au-delà, c'est l'Union européenne qu'on fragilise gravement, c'est la démocratie européenne qui est mise en cause.

Pour l'AEDH et la HLHR les solutions à la crise systémique qui frappe entre autres la zone euro ne sauraient se réduire à une cure d'austérité faisant fi des droits économiques et sociaux, des libertés démocratiques, entre autres le droit des peuples à élire leurs représentants et à déterminer librement leurs orientations politiques. De ce point de vue, le sommet de Bruxelles, qui fait de la croissance et des solidarités des non sujets, n'est pas que décevant mais profondément inquiétant.

Loin de constituer un encouragement, le signe positif d'une Europe attentive à l'urgence sociale et aux conditions d'un développement solidaire et durable, il risque de creuser davantage l'écart qui va croissant entre les peuples et l'idée même de construction européenne.

Nous appelons à un sursaut des institutions européennes face à ces politiques qui ne conduisent qu'à une impasse sociale et économique, qui remettent en cause les droits sociaux légitimes de la population grecque, et au-delà de l'ensemble des résidents de l'Union européenne qui sont ou seront touchés par ces politiques d'austérité suicidaires.

L'Association Européenne pour la Défense des Droits de l'Homme (AEDH) regroupe des ligues et associations de défense des droits de l'Homme des pays de l'Union Européenne. Elle est membre associé de la Fédération internationale pour la défense des droits de l'Homme (FIDH). Pour en savoir plus, consultez le site www.aedh.eu

Contacts :

AEDH : Pierre Barge, Président, +32(0)25112100, aedh@aedh.eu

HLHR : Dimitris Christopoulos, Président, info@hlhr.gr

Association Européenne pour la Défense des Droits de l'Homme
European Association for the Defence of Human Rights
Rue de la Caserne, 33
1000 Brussels
Belgium
phone: +32(0)25112100
fax: +32(0)25113200
Have a look: www.aedh.eu